

# Madagascar : Survol hebdomadaire de presse francophone n°23 (du 7 au 13 juin)

## La crise politique

**Les ministres des Affaires étrangères de l'UE confirment la suspension de l'aide au développement** « en raison de l'absence de progrès démocratiques depuis l'arrivée au pouvoir controversée d'Andry Rajoelina en mars 2009 ». Les 27 ont donc entériné la récente recommandation des ambassadeurs auprès de l'UE. L'Union a toutefois laissé une porte entr'ouverte : elle « continuera à suivre de près l'évolution à Madagascar et à soutenir les efforts internationaux en cours ». En outre, « elle se réserve la possibilité de réviser les mesures prises afin de tenir compte de l'évolution de la situation », souligne le communiqué, qui précise que le dialogue politique prévu dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE est maintenu et conduit, dans la mesure du possible, en coordination avec le GIC. L'aide humanitaire est sauvegardée.

**Le pouvoir minimise l'impact des sanctions de l'UE.** « Si c'est pour construire des routes, nous pouvons trouver les financements ailleurs » a déclaré le ministre des Affaires étrangères. La HAT a trouvé une bouffée d'oxygène en Asie pour survivre financièrement, fait-on observer. Ce qui lui permet de défier la communauté internationale et de ne pas céder aux pressions. Selon le Kmf/Cnoe, les sanctions infligées à Madagascar ont un impact sur la population, alors que les dirigeants en sont les premiers responsables. Des avis autorisés condamnent l'internationalisation de la résolution de la crise malgache, qui a conduit à une impasse. C'est notamment la position du fondateur du Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques (CEDES), Pascal Chaigneau, qui condamne la décision de l'UE, susceptible d'aggraver la situation<sup>1</sup>. Le Parti Communiste Français juge très sévèrement la suspension de l'aide au développement. Une « décision consternante et inacceptable, inique et irresponsable ». Le PCF n'admet pas que Madagascar soit sanctionné plus durement que nombre de pays africains invités au sommet France-Afrique de Nice.

**Une mission d'observation de parlementaires européens se rendra à Madagascar du 9 au 12 juillet.**

La délégation, conduite par Louis Michel, ancien Commissaire au Développement de l'UE, effectuera une mission d'observation et d'évaluation de la vie politique, sociale et économique. La presse fait observer que cette personnalité connaît bien Madagascar mais qu'elle est suspectée de connivence avec le président déchu.

« **Dialogue inter-régional** » et « **Dialogue national** » reportés sine die. Le comité organisateur, composé de personnalités issues de la COCS et de membres du Comité des « Olobe » [« *Raiamandreny mijoro* »], a annoncé l'annulation des rendez-vous fixés du 8 au 10 juin pour le premier, du 14 au 17 pour le second. Les raisons de ce report sont fondées, selon le pasteur Ramino, sur l'ampleur de la tâche qui leur a été confiée. Le Kmf/Cnoe avait souhaité que plus de temps soit consacré à la préparation pour s'assurer de la présence de toutes les forces vives. L'Alliance des OSC adhérant à une solution de sortie de crise consensuelle et inclusive partage cette analyse mais elle rappelle les conditions de réussite d'un tel dialogue, qui ne doit pas donner de faux espoirs à la population. La société civile apparaît divisée, elle met en doute la représentativité des « sages » et doute de leur indépendance vis à vis du pouvoir. Le report a aussi été décidé pour des raisons financières, les budgets nécessaires ayant été débloqués tardivement. Les organisateurs envisageaient de faire appel à la contribution financière de la communauté internationale.

**Le report du « Dialogue national » risque de provoquer un « effet domino » sur les échéances électorales**, et notamment sur le référendum constitutionnel du 12 août. Andry Rajoelina a affirmé qu'il s'en remettait aux « Olobe » pour arrêter la date de ce scrutin, qui dépendra aussi des délais nécessaires à l'élaboration du projet de Constitution, selon le président de la CENI.

**Affaire de la mutinerie de Fort-Duchesne.** L'audition des suspects se poursuit et l'enquête s'oriente vers les leaders religieux qui ont tenté de faire la jonction avec les éléments rebelles de la FIGN. Le colonel Richard Ravalomanana a indiqué qu'aucune des personnes convoquées ne s'était présentée aux enquêteurs, alors qu'il ne s'agirait que d'un appel à témoins visant à déterminer l'origine des tirs.

**Le ministre des Affaires étrangères, Hyppolite Ramaroson, n'a pas été autorisé à participer au Conseil des ministres de la COI** qui s'est tenu à La Réunion sous la présidence d'Alain Joyandet,

<sup>1</sup> Cg blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/49/07/448497/54002450.pdf>

secrétaire d'Etat français à la Coopération. Le communiqué final appelle à des « élections présidentielles et législatives libres, ouvertes et transparentes à Madagascar, le plus rapidement possible, en respectant les critères internationaux en la matière, afin de permettre leur soutien et leur reconnaissance par la communauté internationale ». Les points de vue de Maurice et de la France sur la crise malgache se seraient « considérablement rapprochés ». L'opposition juge la position de la France encore ambiguë. L'ancienne ministre Elyett Rasendratsirofo dénonce « le double langage du gouvernement français ». « Une main brandit le renouveau à Nice. L'autre main fait le contraire à Maurice », regrette-t-elle. Le Sommet de Nice n'a pas convié la Grande Ile mais la COI a reçu une délégation de la HAT. « La COI est perçue comme un instrument de domination française », déplore-t-elle.

**Après la Turquie et le Vatican, le Pakistan reconnaît le régime.** « D'autres vont venir ! Tant pis pour ceux qui ne veulent pas travailler avec nous », avertit le ministre des Affaires étrangères.

**Un émissaire de l'ONU en visite à Madagascar.** L'objet de la mission est d'évaluer la situation après l'échec de Pretoria I, avec l'objectif de relancer d'une autre manière le dialogue entre les quatre mouvances.

**Andry Rajoelina réaffirme qu'il n'y aura plus de déplacement à l'étranger pour une quelconque négociation.** Selon certaines sources, une nouvelle rencontre était envisagée par le GIC à Maurice.

**Tromelin. Les gouvernements français et mauricien ont signé un accord cadre pour la cogestion de l'île.** Un accord qui réveille une polémique concernant le dossier des « îles éparses », en sommeil depuis plus d'une décennie. Madagascar se sent floué par cet accord conclu sur le dos d'un pays en pleine tourmente politique. Le ministre des Affaires étrangères déclare que Madagascar maintient ses revendications déposées à l'ONU, il charge des experts de reprendre l'examen du dossier.

**Maires Tim dans la tourmente.** Accusés de mauvaise gouvernance, plusieurs élus de villes importantes appartenant à l'ancien parti au pouvoir ont été écartés ou sont menacés d'éviction.

## Droits humains, gouvernance

**Le Syndicat des Magistrats clame son indépendance.** Il dément que ses revendications soient instrumentalisées par le président déchu. La ministre de la Justice déclare : « le SMM doit être vigilant ». La mouvance Ravalomanana exprime aux magistrats son accord sur leur volonté d'indépendance.

**Le Bianco intervient auprès des élèves paramédicaux.** Il déclare vouloir leur « inculquer la culture du refus de la corruption ». Le secteur médical figure parmi les secteurs où la corruption est très présente et tellement répandue que les acteurs n'en ont plus nécessairement conscience.

**3.600 enfants malnutris recensés dans les centres de récupération nutritionnelle des régions Anosy et Androy.** La situation s'est aggravée depuis avril. Le passage de la tempête Hubert en mars a détruit 85 % des récoltes de maïs. La crise politique a également fragilisé la population, qui ne peut plus faire face aux frais médicaux. Des décès d'enfants originaires du sud pour malnutrition aiguë ont été enregistrés à Antananarivo dans les centres de soins.

**L'opposition demande à l'ONU des enquêtes indépendantes sur les violations des droits de l'homme.** La demande en a été faite par l'ancienne sénatrice Tim Naika Eliane devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui a validé l'Examen Périodique Universel de Madagascar. La sénatrice, qui possède la double nationalité, vit en exil en France.

## Actualité économique et sociale

**Prospection minière. Energizer Resources a pour objectif de produire 55 millions de tonnes de vanadium sur 20 ans.** La société canadienne annonce que ses derniers forages sont encourageants et que la zone de Manga [rivages du sud-ouest], qui a une teneur élevée en pentoxyde de vanadium, sera étendue.

**Gisement de fer de Soalala. Wisco a déposé son second chèque de 50 millions de dollars.** « L'argent n'est pas instantanément disponible mais il est bien là », affirme le ministre des Finances, qui tient à démentir les rumeurs « d'incident de paiement » de la firme chinoise. Les 100 millions devraient être affectés au budget d'investissement après adoption d'une Loi de Finances rectificative, affirme-t-il.